

ou la suppression, pour l'hiver, de la taxe sur les matériaux employés dans les travaux de construction d'hiver. On a aussi réclamé l'amortissement accéléré, aux fins de l'impôt, dans le cas des améliorations apportées aux installations industrielles l'hiver, ainsi que la mise en œuvre d'un programme de travaux d'hiver à frais partagés entre les gouvernements fédéral, provincial et municipal.

Quel en a été le triste résultat? On sait que le programme du gouvernement fédéral en cette période d'incertitude économique, alors que le chômage d'hiver promettait d'être élevé, n'a été annoncé que le 31 octobre. En l'occurrence, les provinces ont été obligées de faire une offre de secours à leurs municipalités. Dans ma propre province d'Ontario, le programme pour cet hiver-là n'a été mis à la disposition des municipalités que le 21 novembre.

J'affirme qu'on a renoncé ici à prendre des initiatives qui s'imposaient pour tirer le meilleur parti possible de la situation. Mais la Chambre n'est pas tenue de m'en croire sur parole. Je puis citer un des banquiers les plus respectés du pays. Malheureusement il est aujourd'hui décédé; je veux parler de l'ancien président de la Banque royale du Canada.

Il a examiné les réalisations financières du nouveau régime, en ce qui touche l'application de la politique monétaire aux fins de créer de l'emploi et d'assurer le bien-être au Canada. Voici un extrait de la page 13 du rapport annuel de la Banque royale du Canada, publié à la suite de la grande réunion annuelle des actionnaires qui s'est tenue le 8 janvier 1959. M. Muir dit:

L'an dernier, comme au cours des années de ralentissement antérieures, alors que l'économie restait déprimée, j'ai recommandé au gouvernement de réduire les impôts et à l'entreprise privée de réduire les prix. Au lieu de réduire les impôts l'an dernier, ce qui aurait encouragé les affaires tout en réduisant la pression des prix, le gouvernement a augmenté ses dépenses. Au lieu d'un déficit immédiat l'an dernier...

Et c'est le passage important:

...qui aurait coïncidé avec la phase descendante du cycle économique, nous nous trouvons maintenant aux prises avec un déficit retardé, appelé à coïncider avec la reprise actuelle des affaires et la menace d'une nouvelle poussée inflationniste. En effet, comme remède à la récession les dépenses gouvernementales ont le désavantage d'être à la fois lentes et irréversibles; il faut du temps pour mettre en marche les divers projets qui, une fois entrepris, doivent être achevés.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je crois comprendre que le premier ministre (M. Diefenbaker) voudrait avoir, en ce moment, l'assentiment unanime de la Chambre, pour prononcer une déclaration à l'occasion de son retour de Washington. Nous sommes enchantés de le revoir ici.

M. l'Orateur: Je crois pouvoir conclure de l'accueil réservé aux observations du chef de l'opposition que la Chambre donne son assentiment unanime.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE SUR SA VISITE À WASHINGTON

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je suis profondément reconnaissant à la Chambre de me permettre de faire une déclaration à propos des entretiens qui ont eu lieu aujourd'hui entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green) et moi-même, d'une part, et le président Kennedy et le secrétaire d'État des États-Unis, M. Dean Rusk, d'autre part.

Je donnerai lecture tout d'abord du texte du communiqué émis à l'issue de la réunion, car la teneur des entretiens qui se sont déroulés y est exposée d'une façon générale:

Le président Kennedy et le premier ministre Diefenbaker se sont rencontrés aujourd'hui à Washington afin de débattre officiellement un grand nombre de problèmes internationaux, ainsi que des questions bilatérales qui présentent un intérêt commun aux deux pays. Le secrétaire d'État, M. Dean Rusk, et l'ambassadeur désigné des États-Unis au Canada, M. Livingston Merchant, ont assisté à ces entretiens, de même que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Howard Green, et l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, M. Arnold Heeney.

Le président et le premier ministre se sont déclarés heureux de pouvoir se rencontrer si tôt pour un échange de vues amical entre voisins, suivant une tradition conforme aux bonnes relations qui existent depuis longtemps entre Américains et Canadiens.

Le président et le premier ministre se sont penchés sur tous les aspects des problèmes afférents à la sécurité et à la défense. Ils ont réaffirmé leur intention de travailler ensemble pour assurer la paix et la liberté dans le monde. Ils se sont dits prêts à collaborer avec tous les pays qui visent sincèrement cet objectif, indépendamment des divergences de vues ou des différences de méthodes. Ils ont reconnu l'importance primordiale des Nations Unies et le rôle des négociations diplomatiques directes en vue d'en arriver à des règlements pacifiques. D'un commun accord, ils ont reconnu aussi la nécessité de travailler sans cesse en vue de conclure des ententes satisfaisantes, sujettes au contrôle international, en matière de désarmement.

En examinant les questions qui présentent un intérêt mutuel aux deux pays, on s'est arrêté surtout sur les divers arrangements qui permettent au Canada et aux États-Unis de se consulter officiellement et officiellement, et qui sont un précieux supplément aux relations étroites et amicales qui ont toujours uni les deux gouvernements. Le président et le premier ministre ont constaté avec satisfaction que des réunions vont grouper sous peu au Canada des membres des deux chambres des assemblées législatives fédérales des deux pays.

Le président et le premier ministre ont insisté de nouveau sur l'importance d'étroites consultations en matière économique. Ils ont annoncé que le comité mixte Canada-États-Unis du commerce